Reprise du génocide à Gaza, épuration ethnique en Cisjordanie
Que fait la France ?
Exigeons des sanctions contre Israël

C'est dans une situation particulièrement tragique pour le peuple palestinien, et alors que le monde s'enfonce dans le déni du droit et la loi de la jungle, que va être commémorée le 30 mars la Journée de la Terre, en mémoire des massacres de villageois palestiniens par l'armée israélienne le 30 mars 1976. C'est chaque année une journée particulière en Palestine et pour tous les Palestinien.ne.s vivant en Israël, en Cisjordanie et à Gaza, dans les camps de réfugiés des pays arabes ou dans la diaspora dans le monde entier. Elle prend cette année un relief particulier alors que le peuple palestinien est menacé dans son existence-même par l'État d'Israël.
Le 18 mars Israël a violé le cessez-le-feu à Gaza, avec le soutien total des États-Unis, en décidant la reprise de bombardements massifs et des déplacements forcés de la population. Plus de 800 morts ont été comptabilisés en quelques jours, en majorité des femmes et des enfants ! Depuis le début du mois de mars, l'État d'Israël a totalement fermé tous les accès à Gaza, c'est l'arrêt de l'aide humanitaire, la coupure de l'eau, de l'électricité et des médicaments, la famine qui s'installe. La coupure en deux de la Bande de Gaza, l'instauration de soi-disant « zones tampon » : tout indique que Netanyahou veut appliquer le projet de Trump d'un nettoyage ethnique et de l'expulsion de la population palestinienne. Le ministre de la défense s'apprête à mettre cette expulsion en application en proposant de créer, et de lui rattacher, un organisme chargé de "l'émigration volontaire" des Palestinien·nes de Gaza.

En continuant ses agressions contre le Liban et la Syrie, c'est tout le Moyen-Orient qu'Israël cherche à embraser

Certains pays occidentaux, comme la France, ont condamné les bombardements de l'armée israélienne mais ce ne sont que des mots. Les paroles et les discours ne servent plus à rien. **Il faut des sanctions contre Israël pour mettre fin aux massacres et au génocide en cours.** Israël veut enterrer tout espoir de cessez-le-feu permanent à Gaza en reprenant sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien et en lui niant le droit à la vie.

En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, la population est assiégée, déplacée de force par les colons et l'armée israélienne, leurs habitations sont détruites. **C'est un véritable nettoyage ethnique,** mené sans interruption, qui fait craindre un scénario proche de celui de Gaza. C'est ouvertement un processus d'annexion de la Cisjordanie qui se met en place avec l'approbation de Trump.

Le Collectif pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI) dénonce la rupture du cessez-le-feu par Israël et sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien. **Ce sont des décennies d'une impunité totale de l'État d'Israël,** alors qu'il viole en permanence le droit international, qui ont mené à cette situation. Il faut prendre des sanctions et mettre fin à cette impunité tant qu'Israël ne respecte pas le droit international.

Le CNPJDPI exige :

- un cessez-le-feu immédiat à Gaza et la mise en œuvre du cessez-le-feu tel qu'il a été prévu dans toutes ses phases

- la mise en échec du plan Trump d'expulsion des Palestinien·nes de Gaza et un plan de reconstruction donnant toute leur place aux Palestinien·nes
- l'arrêt de l'annexion de la Cisjordanie
- la fin de l'occupation, de la colonisation et de l'apartheid
- la libération de toutes les personnes détenues
- l'application sans réserve des décisions de la CPI
- l'arrêt des livraisons d'armes et de toute coopération militaire
- la reconnaissance par la France de l'État de Palestine dans le cadre du droit à autodétermination du peuple palestinien
- le retour des réfugiés palestiniens (résolution 194 de l'ONU)
- la fin de l'impunité de l'État d'Israël et des sanctions tant qu'il ne se conforme pas au droit international ainsi que la suspension de l'accord d'association UE-Israël
- la construction d'un avenir de paix entre Palestiniens et Israéliens fondé sur l'égalité des droits
- l'arrêt des agressions contre le Liban et la Syrie
- le respect de la liberté d'expression de réunion et de manifestation ainsi que l'arrêt des poursuites contre les militant.e.s qui soutiennent le peuple palestinien
- la lutte contre le racisme sous toutes ses formes et le refus de toute instrumentalisation de cette lutte

Nous appelons à manifester partout en France pour la « Journée de la Terre palestinienne » sur la base de ces revendications

Paris, le 28 mars 2025

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires :
Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - AILES Femmes du Maroc – Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité – Association nationale des communistes (ANC) - Association de Solidarité Inter Peuples -Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste - Droit-Solidarité – Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire - Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Forum Palestine Citoyenneté – Gauche démocratique et sociale (GDS) - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - le Mouvement de la Paix - les Femmes en noir (FEN) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Sortir du colonialisme - Union communiste libertaire (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) -Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) – Union Syndicale Lycéenne (USL) - Union syndicale Solidaires